

[Voir la version en ligne](#)



La lettre de la sénatrice

**Newsletter n°21,
Mardi 21 décembre 2021**

Mesdames, Messieurs, Chers (ères) collègues,

La progression fulgurante du variant omicron inquiète l'Europe et nous oblige à prendre nos responsabilités afin de préserver le système hospitalier et son personnel déjà durement sollicités par cette pandémie depuis plus de deux ans. La vaccination et le respect scrupuleux des gestes barrières restent à ce jour les meilleurs remparts pour lutter efficacement contre la propagation de ce virus.

Nous le savons, le début d'année sera marqué par la lutte contre ce variant et, en ce qui me concerne, par l'examen d'un projet de loi instaurant un passe vaccinal. J'aurai l'occasion d'y revenir en début d'année dans cette lettre.

En attendant, je vous souhaite de pouvoir prendre un peu de repos auprès des gens que vous aimez et de passer de belles fêtes de fin d'année.

Prenez soin de vous et de vos proches,

Marie-Claude VARAILLAS

Actualité au Sénat

Audition du Président de la SNCF, Jean-Pierre Farandou : défense d'un service public du rail

En audition de la commission de l'aménagement du territoire, j'ai interrogé Jean-Pierre Farandou, Président de la SNCF, sur les conditions de travail des agents du technicentre de Périgueux confrontés à la précarisation de l'emploi et aux difficultés d'approvisionnement notamment pour assumer la charge des trains de nuit. J'ai également rappelé la situation des ateliers de Chamiers, ainsi que le manque de personnels d'escale et de vente, de circulation et d'aiguillage.

[Retrouvez mon intervention](#)



Réforme de l'indemnisation des catastrophes naturelles :

Jeudi 16 décembre était examinée la proposition de loi visant à définir les dispositions préalables à une réforme de l'indemnisation des catastrophes naturelles, suite à son examen en commission mixte paritaire conclusive.

Ce texte de loi a malheureusement été appauvri des avancées sénatoriales qui m'avaient conduite à le soutenir.

Avec mon groupe parlementaire CRCE, nous notons certes quelques avancées :

- prolongement à 5 ans du délai de prescription pour les assurés afin de pouvoir exiger le versement de leur indemnité.
- prise en charge des frais de relogement et extension de l'indemnisation à l'arrêt des désordres existants
- motivation de l'avis remis aux collectivités

En revanche, nous regrettons un certain nombre de suppressions :

- l'abandon de la mention d'accompagnement des communes par le référent à la gestion des conséquences naturelles.
- l'abandon de la création d'un portail national des risques naturels qui paraissait être un bon outil d'information et de partage.
- la suppression d'une cellule de soutien.
- l'abandon de la constitution de la commission nationale consultative des catastrophes naturelles.
- Les suppressions des articles 6 ter et 6 bis insérés par le Sénat rendant obligatoire la couverture des dégâts causés par la grêle dans les contrats d'assurance.
- la suppression d'une prise en compte bien plus importante des phénomènes de retrait gonflement des argiles prévoyant l'établissement de la liste des EPCI les plus exposés et des dispositions permettant de mieux éclairer les habitants dans la connaissance de la vulnérabilité de leur bien.

Ces divers renoncements n'ont pas permis à mon groupe CRCE de voter la loi en l'état. Je demeure néanmoins mobilisée et continuerai à porter les attentes de nombreuses communes pour une meilleure prise en charge des préjudices.

Le Sénat examine le projet de loi relatif à la protection des enfants

Le mercredi 15 décembre 2021, le Sénat a examiné et adopté le projet de loi relatif à la protection des enfants. Ce texte avait déjà été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale en juillet. **Il prévoit notamment un suivi des enfants placés après 18 ans et une interdiction de l'hébergement des mineurs à l'hôtel.**

[*Lire la suite*](#)

“

Les besoins sont immenses

- *la protection maternelle infantile,*
- *les centres médico-psycho-pédagogiques,*
- *la revalorisation des métiers des travailleurs sociaux*
- *le renforcement des moyens humains et financiers de la justice des mineurs.*

”



Projet de loi relatif à la protection des enfants

Examen de la proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans

Jeudi 9 décembre nous examinons la proposition de loi pour un nouveau pacte de citoyenneté avec la jeunesse par le vote à 16 ans, déposée par le groupe SER.

Nous constatons à chaque élection un taux d'abstention particulièrement fort, et les jeunes sont parmi les premiers à ne pas se diriger vers les urnes.

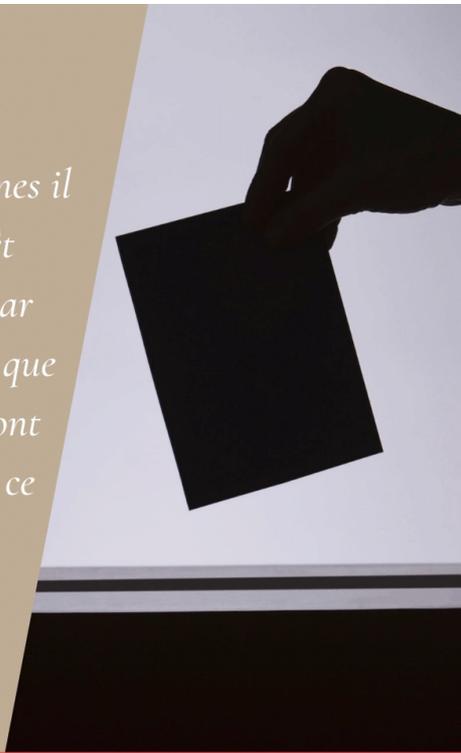
Si l'élection présidentielle mobilise toujours, en 2017 la participation des 18-24 ans est inférieure à la moyenne générale. Ce taux s'effondre à 31% pour les législatives, puis 28% pour les municipales et enfin 17% aux dernières élections régionales et départementales.

[Lire la suite](#)

“

Pour ramener les plus jeunes électeurs aux urnes il faut susciter leur intérêt politique et cela passe par les politiques publiques que nous votons et qui ne sont pas assez orientées vers ce public, vers ses besoins et ses attentes.

”



Examen de la proposition de loi pour le vote à 16 ans

Table ronde - débat : COP26 et après ?

Les conférences pour le climat se succèdent depuis 1995 sans avoir démontré leur pleine efficacité. Dès lors, quels cadres et formes d'action privilégier dans la lutte contre le changement climatique ?

Retrouvez mon intervention dans ["L'Humanité" du 10 décembre 2021](#)

L'Humanité des débats

TABLE RONDE

COP : Après les déceptions, quelles alternatives ?

Actualité en circonscription

Rencontre avec les Oubliés du Ségur (secteur médico-social)

Vendredi 17 décembre, je visitais avec mon collègue Serge Mérillou la Maison d'accueil spécialisée « Héliodore » à Atur, après un échange avec le collectif 24 des Oubliés du Ségur.

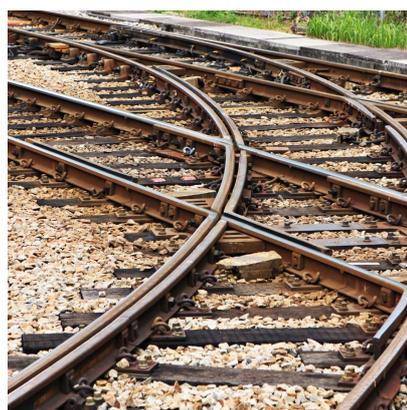
Employeurs, salariés... tous nous ont alerté sur l'urgence de la situation pour ces établissements accueillant des personnes handicapées en situation de grande dépendance.

Ces véritables lieux de vie subissent de plein fouet la fracture induite par les écarts de salaire résultant du plan Ségur et la perte d'attractivité du secteur.

Afin que la prise en charge en mode dégradé ne devienne pas la norme, nous continuerons à soutenir leurs revendications légitimes, à interpeller le Gouvernement et à sensibiliser les différentes autorités sur cette situation.



**RENCONTRE Dordogne-
Palestine**



**ECHANGE - CGT
Cheminots**

A l'initiative de Dordogne-Palestine, je rencontrais lundi 13 décembre, Nasser Jadallah, premier conseiller de l'ambassade de Palestine en France, quelques jours après l'examen au Sénat de la proposition de résolution visant à la reconnaissance d'un état palestinien, déposée par mon groupe CRCE.

[lire la suite](#)

17 décembre, je répondais à l'invitation de la CGT Cheminots pour échanger sur l'avenir du ferroviaire en Dordogne, son développement et ses perspectives et l'ouverture à la concurrence du secteur ferroviaire.

Une soirée riche en débats autour des enjeux que représentent le ferroviaire pour notre territoire, tant sur le plan économique et social que sur le plan environnemental.

“
Questions écrites au
gouvernement”



Retrouvez mes dernières question écrite adressées aux membres du Gouvernement:

- **Ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance** sur les difficultés rencontrées par le secteur d'activité des métiers du tourisme suite à l'évolution des conditions sanitaires, et plus particulièrement celles des agences de voyages aussi bien généralistes que spécialisées : [ici](#)

Marie-Claude Varailles
Espace Aragon
1 Pl. du 08 Mai 1945
24000 Périgueux
mc.varailles@senat.fr



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur Marie-Claude Varailles.

[Se désinscrire](#)

